Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 138 (1993)
Heft: 2

Artikel: Kossovo : la paix dans l'intérêt de toutes les parties concernées
Autor: Matic, Ljubomir
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345274

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Kossovo: la paix dans l'intérêt de toutes les parties concernées

Par Ljubomir Matic

A en juger par les rumeurs qui courent, les relations tendues entre les autorités serbes et les Albanais du Kossovo, surtout depuis l'arrivée de Slobodan Milosevic à la tête de la Serbie et l'abrogation de la large autonomie de la province, qui découlait de la Constitution yougoslave de 1974, menacent de dégénérer en conflit ouvert. Les leaders albanais ont opté pour la résistance passive face aux autorités, après leur tentative infructueuse de se séparer de la Serbie lors des désordres massifs de 1981. Désormais, ils n'excluent plus l'usage de la force, voire l'insurrection de la population de souche albanaise.

De leur côté, les autorités serbes, sûres de leurs forces militaires et de leur police, accordent une large publicité à des propos qui justifient la poursuite d'une politique de pression sur le Kossovo. Elles escomptent, le temps aidant, briser ainsi le sécessionisme albanais. De plus, l'annonce d'intentions belliqueuses fournissait au pouvoir serbe qui se trouvait en pleine campagne électorale (les votations ont eu lieu le 20 décembre 1992), un argument de poids pour promouvoir le rassemblement national serbe, accumuler des voix et régler son compte à l'opposition, ainsi qu'à la politique menée par Dobrica Cosic et Milan Panic. Ces deux personnalités sont plus ou moins accusées de traîtrise, à cause de leurs tentatives de régler le conflit kossovien par des pourparlers et des solutions de compromis avec les Albanais.

Les médias serbes pronostiquent souvent l'ouverture, contre la Serbie, d'un front dit «méridional», dénoncent des préparatifs d'attaques à partir du Kossovo, avec l'appui de l'Albanie, voire d'autres forces armées, parmi lesquelles on cite avant tout celles de l'OTAN. On crée ainsi l'impression d'une attaque peut-être imminente. A titre de preuve, on évoque le récent accord entre l'Albanie et l'OTAN. A Belgrade, on prête à l'OTAN l'intention de renforcer militairement l'Albanie en modernisant son armée et en imposant une présence des forces méditerranéennes de l'Alliance dans les eaux et les bases continentales albanaises. L'OTAN marquerait un intérêt particulier pour la vieille base sous-marine de l'île de Sazan dans le golfe de Vlorë (Valone en italien), où, selon certaines sources à Belgrade, les Soviétiques avaient, en son temps, des installations desservant seize submersibles.

Les milieux internationaux qui s'appliquent à débrouiller l'écheveau yougoslave n'excluent pas la possibilité de conflits armés entre le pouvoir serbe et les Albanais, soulignant par là le bien-fondé de leurs efforts dans la recherche d'une solution. Justifiée ou non, leur crainte s'est accrue après l'émeute de Skopje, la capitale de l'Etat macédonien toujours non reconnu, événement qui peut apparaître comme un indice de l'amplification du mouvement albanais, également hors du Kossovo. Les revendications albanaises d'une autonomie dans l'ouest de la Macédoine, pratiquement jusqu'à Skopje, sont justifiées par l'impossibilité de la vie commune avec les Macédoniens. Les associations d'Albanais dans certaines métropoles européennes reprennent de tels arguments. La requête adressée par Tirana à la CSCE de protéger les Albanais de Macédoine et d'autres actions connexes dévoilent une intention évidente d'internationaliser le différend albano-macédonien et font planer une menace de guerre civile dans une zone restée calme jusqu'à maintenant.

Certaines sources européennes, dont le *Daily Telegraph* s'est fait l'écho, ont provoqué une recrudescence d'inquiétude dans l'opi-

nion serbe: «Des troupes albanaises sont massées à la frontière albano-yougoslave»; l'armée yougoslave au Kossovo y a répondu par les mesures qui s'imposent. Le quotidien indépendant *Borba* a démenti ces allégations; selon des «sources fiables», ni l'armée albanaise, ni les forces yougoslaves n'entreprennent de mouvements inhabituels. De son côté, le chef de l'état-major macédonien, le général Mitre Arsovski, déclarait que la Macédoine n'était pas menacée militairement par un quelconque de ses voisins. Les milieux gouvernementaux macédoniens craignent davantage les troubles religieux et ethniques, donc des heurts entre Albanais et Macédoniens, qu'une agression de l'extérieur. Si l'agitation intérieure devait s'aggraver, estime-t-on officiellement à Skopje, l'immixtion des voisins deviendrait inéluctable, ce qui contraindrait la Macédoine à répondre par les armes.

En dépit de déclarations apaisantes, les médias à Belgrade ont largement diffusé les affirmations du commandant du corps d'armée yougoslave de Pristina, le général-major Miloslav Radmanovic, concernant la puissance de ses troupes. Sans dévoiler de détails, cet officier a précisé que ses troupes étaient en mesure d'arrêter «toute tentative de pénétration de la part de l'armée albanaise, même si celle-ci était soutenue par d'autres forces, et de venir à bout, dans le même temps, de l'ennemi intérieur.»

Corroborant cette évaluation, les commentateurs militaires de la presse de Belgrade indiquent, contredisant de fréquentes assertions dans le pays et à l'étranger, que la population albanaise n'est pas suffisamment armée, qu'elle manque surtout d'équipement lourd et de munitions, pour se livrer, d'une maniè-

Affrontements au Kossovo en 1981.

re indépendante, à des opérations importantes et prolongées. On cite un leader kossovien albanais, dont on ne donne pas le nom, qui affirmerait «qu'en cas de soulèvement, la population albanaise ne pourrait opposer de résistance à l'armée, pas même deux jours.»

L'Albanie, du fait de ses forces restreintes, ne pourrait pas jouer un rôle plus décisif. On se réfère à *Military Balance* qui en établit les effectifs à 40 000 hommes, dont 22 400 effectuent leurs 18 mois d'«école de recrues»,auxquels vient s'ajouter une force instruite de réserve, dont l'âge-limite est de 56 ans, comprenant 155 000 soldats. L'Albanie possède 597 chars d'assaut, d'un type dépassé pour la plupart: *T-34* et *T-55* (version soviétique), *T-59* (version chinoise) dont beaucoup sont inopérationnels, 264 pièces d'artillerie, de calibre variant entre 23 et 100 mm, 381 lance-mines, pour la plupart de calibre 82 et 120, ainsi que 140 pièces de DCA. L'aviation militaire compte 11 000 hommes et 112 avions, principalement des *Mig-15* et *Mig-17*, tandis que le noyau de la force de frappe est constituée par un escadron de 14 *Mig-21*.

Sans l'engagement d'une «tierce puissance», les Albanais n'auraient guère de chances de réussir une insurrection au Kossovo. Les commentateurs militaires se demandent même si la volonté de créer une «Grande Albanie» ne pourrait pas provoquer des soulèvements albanais en Macédoine, étant donné que les forces armées macédoniennes, en voie de constitution, sont encore très faibles. Au Kossovo, les Albanais se heurteraient à une armée dont la puissance demeure bien supérieure à ce qu'ils pourraient aligner. En outre, l'hiver apparaît comme un obstacle majeur à des opérations dans les hautes montagnes de la frontière albano-yougoslave: des cols impraticables empêchent les belligérants d'atteindre leurs objectifs, retardent ou excluent toute action de la petite armée albanaise dépêchée à l'aide de conationaux insurgés.

Plus importante que l'aspect militaire, la politique mérite considération. Tout ce qui s'est passé jusqu'ici dans l'ancien espace yougoslave s'explique par des causes profondément ancrées d'hostilité et d'agressivité. Pourtant, elles s'avèrent différentes suivant les régions: en Slovénie, l'occupation des frontières de l'Etat; en Croatie, la révolte des Serbes contre des modifications dans la composition de la police sur le territoire de la Krajina; en Bosnie-Herzégovine, la reconnaissance internationale de la souveraineté et la mobilisation décrétée par le président Izetbegovic.

Au Kossovo, en revanche, il n'y a pas de développements nouveaux, susceptibles de faire monter une tension qui dure depuis un bon nombre d'années. On peut en conclure que, pour les deux camps, il est opportun, vu les circonstances actuelles, d'éviter des solutions radicales. Pour les Albanais du Kossovo, l'enjeu reste pourtant crucial. Jusqu'à maintenant, les milieux internationaux ont repoussé la création d'un Etat indépendant, rattaché ou non à l'Albanie. Sans leur agrément et une convergence des intérêts des Etats avoisinants – un tel changement suppose en effet un réaménagement géopolitique de la presqu'île des Balkans – un soulèvement des Albanais, au Kossovo ou en Macédoine, apparaîtrait comme une entreprise très risquée. La politique de résistance et de pression dans les forums européens et mondiaux a déjà fait gagner des points décisifs aux nationalistes albanais; elle semble ouvrir de meilleures perspectives de réussite qu'un soulèvement armé.

Gardant à l'esprit tout ce qui est survenu dans la région, en contradiction avec tous les pronostics fondés sur la raison, rappelons que la logique, dans le cas du Kossovo, ne peut être une garantie de paix, d'autant plus qu'elle dépend avant tout de centres de décision étrangers qui ont, malheureusement, tracé une série de traits erronés dans la quadrature du cercle yougoslave.

L. M.